

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 04/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYSTOM des Pyrénées

Lieu-dit la Grouade
Route du Circuit
31800 Saint-Gaudens

Références : 2023 - 941
Code AIOT : 0006804665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement SYSTOM des Pyrénées implanté site de Pihourc Liéoux et Latoue 31800 Lieoux. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYSTOM des Pyrénées
- site de Pihourc Liéoux et Latoue 31800 Lieoux
- Code AIOT : 0006804665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une installation de stockage de déchets non dangereux située sur les communes de Lieoux et de Latoue.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019. La capacité annuelle de stockage est de 85 000 tonnes de stockage de déchets par an.

Le site dispose d'une station de traitement des lixiviats et de plusieurs équipements pour l'épuration et l'injection du biogaz dans le réseau de gaz.

Depuis 2000, une plateforme de compostage traite et valorise les déchets verts des collectivités adhérentes au syndicat et depuis 2015, un service bois-énergie produit de la plaquette forestière.

L'installation de stockage des déchets non dangereux, qui était exploitée depuis le 12/12/2008, et jusqu'au 31 décembre 2022 par le SIVOM, relève de la législation des installations classées selon le classement ci-dessous :

- 3540-1 à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2760-2b à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2910-b-1 à Enregistrement (Combustion) ;
- 2780-1-c à Déclaration (Installations de compostage des déchets verts) ;
- 2780-2-c à Déclaration (Installations de compostage de la fraction fermentescible d'ordures ménagères).

L'installation fait aujourd'hui l'objet d'une procédure de changement d'exploitant au profit du SYSTOM des Pyrénées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 25/10/22 ;
- RNDTS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		37			
7	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I. & Arrêté préfectoral du 05/12/2011, Annexe II	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Conditions de l'élimination - Caractérisation et contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Stockage de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
19	Situation administrative - Rubrique 1532	Code de l'environnement du 13/10/2023, article R. 511-9 (Annexe)	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	Susceptible de suites	Sans objet
2	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	Susceptible de suites	Sans objet
3	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	Susceptible de suites	Sans objet
8	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.	Susceptible de suites	Sans objet
9	Envols	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 14	Susceptible de suites	Sans objet
15	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 19	Susceptible de suites	Sans objet
17	Installation de tri des DIB	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46-II	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté 12 faits avec suites (mise en demeure / lettre de suites) :

- Le compte-rendu du CST doit être transmis à l'inspection ;
- Les attestations de tri ne permettent pas de s'assurer de la mise en place effective du tri chez les producteurs de déchets ;
- L'exploitant ne dispose pas des documents justifiant du respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets ;
- Concernant le bilan décennal de l'exploitation de l'installation, l'exploitant n'a pas interprété les résultats et n'a pas fait de conclusions quant à l'évolution de l'impact potentiel de l'ancienne décharge sur l'environnement ;

- Le réseau de collecte biogaz n'est pas équipé d'un capteur CO et H2 ;
- L'enregistrement en continu des temps de fonctionnement des équipements de valorisation et destruction du biogaz n'est pas réalisé ;
- Les analyses réalisées sur les lixiviats traités montrent des dépassements des valeurs limites des rejets aqueux ;
- Deux des bassins de lixiviats ne sont pas équipés de bouées, échelles et signalisations ;
- Les mesures des hauteurs des lixiviats dans les puits montrent des hauteurs supérieures à 30 cm ;
- La hauteur de lixiviats dans les bassins n'est pas mesurée mais seulement estimée par l'exploitant ;
- Les rapports de caractérisation consultés sont non conformes aux seuils d'acceptation des déchets en ISDND définis par l'article R.541-48-3 ;
- La situation administrative relative au stockage de déchets inertes n'est toujours pas régularisée ;
- Le Registre National des Déchets Terres excavées et Sédiments n'est pas complété ;
- L'exploitant doit se positionner vis-à-vis de la rubrique 1532 au regard des volumes totaux de bois stockés.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que <p>la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>

Constats :

Le premier Comité Social Territorial du Syndicat s'est tenu le 18 décembre 2023. La convocation précisant l'ordre du jour et notamment le point sur la vidéosurveillance installée sur le site de l'ISDND de Pihourc a été transmise à l'inspection a posteriori de la visite (mail du 15/12/23). Le compte-rendu du CST doit être transmis à l'inspection.

L'exploitant a informé ses salariés et les adhérents au syndicat de la présence des caméras en transmettant une note d'information par courriel. Elle sera envoyée à nouveau en 2024. Cette note a été transmise à l'inspection avant la visite.

Une signalisation a été mise en place au niveau des 5 zones couvertes par les caméras en permanence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les données sont conservées un an. Lors du visionnage, l'inspection a constaté que les personnes filmées sont anonymisées, que l'enregistrement n'est pas sonore. Les images présentent la date, l'heure d'enregistrement et le numéro de caméra.

L'exploitant a mis en place un journal permettant de recenser les indisponibilités et les opérations de maintenance réalisées sur le dispositif de caméra. Il en ressort que la période d'indisponibilité est supérieure à 10 jours.

Cela est dû à plusieurs incidents consécutifs sur le site, déjà connus de l'inspection, à savoir :

- un accident au niveau des portiques de radioactivité à l'entrée du site (du 07/04/2023 au 12/06/2023) ;

<p>- deux épisodes d'inondation au mois de juin qui ont causé des dommages au niveau des commandes et tableaux électriques de l'installation.</p> <p>L'exploitant a entrepris des travaux courant juillet 2023 pour remettre en état les armoires électriques situées au sous-sol du bâtiment d'accueil du Pihourc et protéger le local des inondations.</p> <p>Pour ce qui est de l'accident survenu au niveau des portiques, compte-tenu du caractère ponctuel de cet évènement, l'inspection considère que ce constat n'appelle pas d'action supplémentaire à réaliser par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les images peuvent être visionnées sur l'ordinateur au niveau du bureau d'accueil.</p> <p>L'exploitant a mis en place un code d'accès restreint afin de réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées (soit deux employés).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les</p>

<p>obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un exemple d'attestation de tri, l'attestation fournie par la SARL Le Fournil de l'Aéroport dont les déchets sont pris en charge par la société P.S.I.</p> <p>La version présentée lors de la visite n'était complétée que de façon partielle (la justification du tri mis en place n'était pas renseignée).</p> <p>Une nouvelle version a été envoyée par mail à l'inspection a posteriori de la visite, le 15/12/2023.</p> <p>La fiche présente de nouvelles informations, notamment le nombre de bennes de tri et le type de déchets triés (benne de collecte sélective).</p> <p>Toutefois l'inspection considère que la fiche pourrait être plus exhaustive : un modèle est disponible sur le site du ministère de la transition écologique si besoin (https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Justificatifs%20CE%2024042023.pdf)</p> <p>Il manque notamment dans la fiche les informations relatives aux biodéchets pour ce qui est de l'entreprise concernée.</p> <p>Les fiches proposées ne permettent pas de s'assurer de la bonne mise en place du tri chez le producteur, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place des fiches reprenant les informations contenues dans le modèle proposé par le ministère lors du prochain renouvellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis</p>

<p>en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets.</p> <p>Un modèle est disponible sur le site du ministère de la Transition écologique si besoin (voir le lien mentionné dans le précédent constat).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suite visite précédente bilan post exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de remettre le rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du suivi post-exploitation de Pihourc 1 (fin d'exploitation avril 2012).</p> <p>L'exploitant a bien remis ce bilan décennal à l'inspection le 27/12/2022.</p> <p>Toutefois, l'inspection considère que ce rapport n'est pas abouti : aucune analyse des résultats n'est présentée.</p> <p>Pour l'ensemble des thématiques constituant la surveillance et le suivi, l'exploitant doit interpréter les résultats et proposer des conclusions quant à l'évolution de l'impact potentiel de l'ancienne</p>

décharge sur l'environnement.
L'inspection demande alors à l'exploitant de compléter le rapport avec les éléments précités et de le lui transmettre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte du biogaz
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les paramètres suivants, demandés dans l'annexe II visé par l'article indiqué ci-dessus, ne sont toujours pas analysés : H2, H2O, CO (ce même constat avait été fait lors de la visite du 25/10/22). L'exploitant a transmis à l'inspection a posteriori de la visite un devis pour un capteur CO et H2.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le prochain bilan mensuel pour lequel l'ensemble des analyses a été effectué.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Torchère
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;

CO : 150 mg/Nm³.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des gaz rejetés par les deux torchères, les analyses ont été réalisées le 27/07/23 par EUROPOLL. Le rapport montre que les gaz rejetés sont conformes pour les deux paramètres :

Torchère n°1 :

-SO₂ : 75 mg/Nm³ ;

- CO : 10.8 mg/Nm³.

Torchère n°2 :

-SO₂ : 127 mg/Nm³ ;

- CO : 33 mg/Nm³.

A noter que les analyses sont réalisées après 4 500 heures de fonctionnement de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Envols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les modalités de mise en place des déchets et leur compactage immédiat doivent prévenir les

envols. Les déchets sont recouverts au moins une fois par semaine avec des matériaux inertes (terre ou matériau équivalent). Sur le site, le volume de matériau stocké en permanence est de 100 m3. En tout état de cause, l'exploitant doit faire procéder à un ramassage régulier de tous déchets en dehors des casiers, à l'intérieur comme à l'extérieur du site autorisé.
Constats : Lors de la visite réalisée en 2022, il avait été constaté que la zone hors exploitation était peu recouverte de matériaux inertes notamment sur les flancs. Depuis, l'exploitant a renforcé la couverture de matériaux sur ces zones (photographies transmises par l'exploitant a posteriori de la visite le 15/12/23).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de valorisation et d'élimination du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les équipements de valorisation et de destruction du biogaz doivent faire l'objet d'un enregistrement en continu du temps de fonctionnement et du débit de biogaz traité.
Constats : La Wagabox et les équipements connexes (notamment les deux torchères) sont gérés par un prestataire, Wagaenergy, qui suit l'installation. Les temps de fonctionnement des deux torchères et de la wagabox sont enregistrés par ce prestataire. L'exploitant n'a pas un accès direct à ces données. Les informations relatives à l'année 2022 ont été transmises à l'inspection le 15/12/2023. L'inspection demande à l'exploitant de voir avec la société Waganergy si cet enregistrement est réalisé en continu. Par ailleurs, une transmission de ces données tous les trimestres a minima doit être mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I. & Arrêté préfectoral du 05/12/2011, Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.

L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante.

Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Arrêté préfectoral du 05/12/2011, Annexe II : Valeurs limites des lixiviats traités

Point de prélèvement : canal de mesure avant déversement au bassin de sécurité avant utilisations [...]

Paramètres	Concentrations instantanées
MES	10 mg/l
O2 dissous	7 mg/l
COT	70 mg/l
DCO	90 mg/l
DBO5	10 mg/l
Azote Global	10 mg/l
NH4	4 mg/l
NO2	5 mg/l
NO3	10 mg/l
Phosphore total	2 mg/l
Phénols	0,05 mg/l
Métaux totaux	5 mg/l
Arsenic	0,05 mg/l
Fluor et composés	0,7 mg/l
CN libres	0,05 mg/l

Ca	160 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
AOX ou EOX	1 mg/l
[...]	
Constats : Les analyses des lixiviats traités de septembre et octobre complétés sous GIDAF ont été consultées par l'inspection après la visite. Elles montrent un dépassement pour les paramètres suivants : - NO3 : 15 mg/L (VLE : 10 mg/l) le 24/10 ; - MES : 12 mg/l (VLE : 10 mg/l) le 28/09 / 11mg/l le 24/10 ; - O2 : 7.9 mg/l (VLE : 7mg/l) le 28/09 / 9.2 mg/l le 24/10. L'exploitant prévoit de curer le bassin en 2024 pour remédier aux dépassements constatés. L'exploitant doit tenir l'inspection informée de l'opération d'entretien programmée sur le bassin.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 12 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de stockage des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants <ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en

lixiviat pour prévenir tout débordement.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater qu'une limite "hauteur maximale" était matérialisée dans les bassins de stockage (ligne horizontale rouge) pour éviter les débordements et estimer le volume de lixiviats.</p> <p>La pompe de relevage peut aussi être mise à l'arrêt pour stopper l'alimentation en lixiviats.</p> <p>A noter que trois bassins récupèrent aujourd'hui les lixiviats produits par l'installation.</p> <p>Les bassins de stockage étaient bien remplis lors de la visite, aussi, l'inspection demande à l'exploitant de lui envoyer une photographie des bassins lorsque la marque matérialisant le volume de réserve sera visible.</p> <p>Par ailleurs, pour les trois bassins concernés, seul un est équipé d'une bouée et d'une rampe pour avoir accès au bassin (dispositif équivalent à l'échelle).</p> <p>Pour les deux autres, les bouées ont été commandées mais les socles n'ont pas encore été livrés (le devis pour les socles a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite, le 15/12/23). Un devis pour les échelles a également été transmis à l'inspection.</p> <p>Pour les trois bassins, aucune signalisation rappelant les risques n'est présente.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > II et article 11 > I
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi de traitement des lixiviats
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM 15/02/2016 – article 11-I</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante.</p> <p>AM 15/02/2016 – article 22-II</p> <p>L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les

volumes de lixiviats pompés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de suivi des équipements de gestion des lixiviats ; celui-ci comporte le suivi mensuel des volumes de lixiviats pompés, des quantités d'effluents rejetés. Le tableau de suivi Excel a également été transmis à l'inspection a posteriori de la visite, le 15/12/23. Pour ce qui est de la hauteur des lixiviats dans les puits, un document a été transmis à la suite de l'inspection, le 23/11/23. Des hauteurs supérieures à 30 cm ont été relevées pour les casiers n°5 et n°6 (1.6 m pour le casier n°5 notamment). L'exploitant explique que ces données sont des erreurs de mesures. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir la méthodologie de mesure utilisée et pour les 3 prochains mois, le suivi de ces hauteurs. Enfin, pour ce qui est des hauteurs de lixiviats dans les bassins, aucune mesure n'est réalisée : le volume est estimé en utilisant le repère du volume maximal. L'exploitant doit mettre en place un système de suivi plus fiable que celui actuellement en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Conditions de l'élimination - Caractérisation et contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...] IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à

<p>l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les rapports de caractérisation pour l'ensemble des collectivités adhérentes. Pour tous les autres apporteurs, les rapports ont été faits par les producteurs eux-mêmes.</p> <p>L'inspection a pu consulter le rapport de caractérisation de la Communauté de Communes Cœur et Coteaux du Comminges réalisé le 08/06/23.</p> <p>Ce rapport montre un dépassement du ratio relatif aux plastiques (30.84%). A noter qu'au total, la présence de déchets non dangereux valorisables représente 78 % de la benne. Cette benne sera donc considérée comme non conforme à partir du 1er janvier 2025.</p> <p>L'exploitant a organisé une réunion de sensibilisation auprès des collectivités adhérentes en décembre. Le compte-rendu de cette réunion doit être transmis à l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, aucun rapport de caractérisation avec des ratios supérieurs aux ratios susvisés ne peut être accepté par l'exploitant ; à défaut, l'ensemble des bennes ayant fait l'objet de la caractérisation pour la collectivité concernée devront être refusées.</p> <p>L'exploitant doit alors refaire les caractérisations non conformes et poursuivre la sensibilisation pour atteindre les objectifs du présent article.</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection un rapport de caractérisation réalisé par la société P.S.I pour la collecte des déchets produits par la société du Fournil de l'Aéroport. Le rapport indique un ratio de biodéchets de 90%.</p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection a posteriori de la visite que cela faisait suite à un incident électrique survenu dans la boulangerie.</p> <p>L'inspection considère qu'une filière adaptée aurait dû être trouvée pour gérer ce flux de biodéchets.</p> <p>Cette typologie de déchets ne doit pas être réceptionnée sur le site de Pihourc.</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de non-conformités au déchargement et le registre des déchets non conformes, ces éléments n'entraînent pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Admission des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute livraison de déchets fera l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable : <p>1) Information préalable</p> <p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins 2 ans par l'exploitant. [...]</p> <p>2) Acceptation préalable</p> <p>Les déchets non visés ci-dessus sont soumis à la procédure d'acceptation préalable. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification: la caractérisation de base et la vérification de la conformité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter une information préalable des déchets provenant du SMTD65 et de la déchetterie de Rieumes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Stockage de déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 & Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Durée de stockage déchets inertes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</u></p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>"installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement. <p><u>Article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 12/12/2008 :</u></p>

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite du site le 25/10/22 un stockage de déchets inertes importants ; l'exploitant a indiqué qu'il serait utilisé pour des opérations d'aménagement des voiries ou du recouvrement après concassage.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis relatif au concassage des gravats inertes en stock.</p> <p>Toutefois, lors de la visite réalisée le 15/11/23, le stockage de déchets inertes était toujours présent.</p> <p>L'exploitant doit alors remettre à l'inspection un Porter à connaissance pour régulariser la situation et également réaliser un examen au cas par cas (nouvelle rubrique 2760-3 à enregistrement).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit vérifier que les activités en lien avec le concassage de ces matériaux ne sont pas soumises à la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Installation de tri des DIB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46-II
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de porter à connaissance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise le tri des bennes de DIB mises en location pour des entreprises locales. Le volume maximum de déchets stockés est de 30 m³ (activité de tri 3 jours/semaine).</p> <p>L'exploitant n'est donc pas concerné par les rubriques de la nomenclature des installations classées relatives au tri, transit, regroupement de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le RNDTS n'était pas complété par l'exploitant. Ce dernier a précisé à l'inspection a posteriori de la visite, le 15/12/23, que le logiciel de pesée avait été modifié pour extraire automatiquement des fichiers compatibles avec le registre. Le retard pris devrait être rattrapé début janvier.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée dès le registre à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Situation administrative - Rubrique 1532

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/10/2023, article R. 511-9 (Annexe)
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532
Prescription contrôlée : Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (E) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)
Constats : L'exploitant reçoit, stocke et broie du bois pour produire des plaquettes de bois. Cinq alvéoles permettent de stocker ce produit final. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner vis-à-vis de cette rubrique au regard des volumes totaux stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois